

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/38/EEC/Add.15
21 décembre 1998

(98-5132)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT
de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

L'addendum ci-après à la notification de la Communauté européenne porte sur les programmes de subventions du **Royaume-Uni**.

ROYAUME-UNI

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Programme de techniques avancées (ATP)	5
2. Aide aux entreprises du pays de Galles (Business Connect Wales).....	5
3. Programme en faveur des liens commerciaux (Business Links).....	7
4. Programme de recherche et de démonstration relatif aux aéronefs civils (Carad)	8
5. Société d'aménagement de la baie de Cardiff.....	9
6. Programme de développement des entreprises (Irlande du Nord)	10
7. Programme en faveur de la compétitivité (Irlande du Nord)	11
8. Office d'aménagement des zones rurales du pays de Galles	11
9. Programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie	12
10. Programme en faveur des procédés permettant une meilleure utilisation des technologies de l'environnement	13
11. Programme d'innovation en matière de technologies de l'environnement.....	14
12. EUREKA (Royaume-Uni)	15
13. Programme en faveur de l'aide d'experts.....	16
14. Projet de coopération générale pour l'industrie (GICP).....	17
15. Défi urbain pour Harlesden	17
16. Initiative en faveur des Highlands et des îles.....	18
17. Programme d'investissement de fonds propres dans les Highlands.....	19
18. Programme en faveur du groupement d'entreprises des Highlands "Highland Opportunity Limited"	20
19. Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands.....	21
20. Mécanisme national de garantie des crédits à la construction navale.....	22
21. Conseil du développement industriel – Don non remboursable	23
22. Conseil du développement industriel – Fourniture de terrains et de bâtiments industriels standardisés déjà construits	23
23. Conseil du développement industriel – Accord de promotion immobilière	24
24. Conseil du développement industriel – Programme de garantie en cas de déficit.....	25
25. Subvention des quartiers défavorisés à l'intérieur des villes – Programme urbain	26
26. Programme de soutien à l'investissement de l'étranger	27
27. Aide de lancement	28
28. Programme Leader II au pays de Galles	28
29. Initiative Link.....	29
30. Action locale	30
31. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Assistance financière ciblée.....	31
32. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Buying Time	32
33. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Recherche-développement.....	32

	<u>Page</u>
34. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Programme de promotion immobilière	33
35. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Programme en faveur des entreprises locales	34
36. Programme de formation pour les nouveaux travailleurs (NETS)	35
37. Aide à la recherche en faveur des entreprises de matériel et de services pour les installations offshore	35
38. Cours ouverts	36
39. Subvention pour les bâtiments en surnombre	37
40. Programme de développement économique rural	37
41. Subvention en faveur des entreprises régionales en Grande-Bretagne	38
42. Subvention en faveur des entreprises régionales en matière d'innovation (RIG uniquement)	39
43. Assistance régionale ciblée en Grande-Bretagne	40
44. SCEEMAS	41
45. Programme pour la science et la technologie (START) (Irlande du Nord)	42
46. Scottish Enterprise	43
47. Sector challenge	43
48. Fonds d'intervention en faveur de la construction navale	44
49. Budget unique pour la régénération	45
50. Programme de garantie des prêts en faveur des petites entreprises	46
51. SMART (anciennement Distinction accordée aux petites entreprises en faveur de la recherche et de la technologie)	46
52. Programme spécial de soutien en faveur de la paix et de la réconciliation en Irlande du Nord	48
53. Programme du Royaume-Uni en faveur de la recherche-développement dans les charbonnages	49
54. Programme du Royaume-Uni pour les énergies nouvelles et renouvelables	49
55. Programme de subventions en faveur du développement urbain	50
56. Utilisation de ressources discrétionnaires par les Conseils de la formation et des entreprises (TEC) au pays de Galles	51
57. Services de conseils aux entreprises de l'Agence galloise de développement régional	52
58. Programme de prises de participation de l'Agence galloise de développement régional	53
59. Aide de l'Agence galloise de développement régional à la promotion immobilière	54
60. Aides aux loyers proposées par l'Agence galloise de développement régional	54
61. Fonds de l'Agence galloise de développement régional en faveur de la technologie	55
NOTIFICATION DES SUBVENTIONS EN FAVEUR DU SECTEUR DE LA PÊCHE EN 1997/98	57
1. Dons pour l'acquisition de navires de pêche en eau douce et de moteurs (Irlande du Nord)	57
2. Dons en faveur de la pisciculture (Irlande du Nord)	57
3. Aide en faveur des pisciculteurs et des entreprises de transformation du poisson des Highlands et des îles	58

	<u>Page</u>
4. Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands: Prêts pour la transformation du poisson et la pisciculture	59
5. Programme en faveur du groupement d'entreprises des Highlands "Highland Opportunity Limited": Prêts pour les navires de pêche, la transformation du poisson et la pisciculture	59
6. Aide en faveur des pêcheurs des Highlands et des îles	60
7. Amélioration des conditions de sécurité sur les navires de pêche	61
8. Programme en faveur de l'Organisation des producteurs de produits de la pêche (dons pour la formation).....	62
9. Suppression des droits d'accise concernant le carburant utilisé au cours des traversées maritimes commerciales.....	63
10. Programme d'aide en faveur du secteur de la pêche dans les zones de développement économique des Borders	64
CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL – ASSISTANCE FINANCIÈRE CIBLÉE	66
PROGRAMME DE SUBVENTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS DE GALLES CENTRAL	67

1. Programme de techniques avancées (ATP)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager la coopération à des projets de recherche préconcurrentielle concernant des technologies nouvelles; renforcer les capacités du Royaume-Uni; et accélérer la mise en application de ces technologies.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Trois sociétés ou organismes indépendants au moins - dont deux au moins doivent être en mesure d'exploiter les résultats - sont tenus de soumettre une demande de subvention de 50 pour cent du montant d'un des projets disponibles dans le cadre de ce programme. Ce programme ne peut plus faire l'objet de nouvelles demandes depuis le 1^{er} septembre 1993.

f) Montant total inscrit au budget

1997/98: 2 300 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Poursuite du programme jusqu'à l'achèvement des projets en cours.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes, le programme ayant pour objet d'améliorer les nouvelles technologies dans les petites et moyennes entreprises.

2. Aide aux entreprises du pays de Galles (Business Connect Wales)

a) Forme de l'aide

Soutien pour la création et le développement de l'infrastructure du réseau d'aide aux entreprises du pays de Galles "Business Connect Wales".

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

1. Un numéro téléphonique unique permettant d'accéder à l'infrastructure de soutien aux entreprises Business Connect Wales est à la disposition des personnes ayant besoin d'aide pour créer une nouvelle entreprise ou des entreprises établies ayant besoin de renseignements et de conseils sur les services disponibles. Le réseau Business Connect Wales comprend plusieurs organisations locales et nationales opérant en partenariat grâce à huit consortiums locaux, par l'intermédiaire de plus de 30 centres locaux.

2. Au travers de ce programme, le Bureau gallois soutient le développement de nouveaux services destinés à être fournis localement, en visant les entreprises ayant un potentiel de croissance.

d) Fondement juridique du programme

1. Article 2 2) de la Loi de 1973 sur l'emploi et la formation, tel qu'il a été remplacé par l'article 25 de la Loi de 1988 sur l'emploi.

2. Loi de 1982 sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les Conseils de la formation et des entreprises ainsi que le Conseil du développement du pays de Galles, par des contrats de financement.

f) Montant total inscrit au budget

5,1 millions d'écus (totalité du programme).

g) Durée du programme

Poursuite du programme jusqu'en 1999.

h) Évaluation des effets sur le commerce

En 1997/98, le réseau d'aide aux entreprises Business Connect a traité 67 000 demandes émanant d'entreprises potentielles, nouvellement créées ou existantes. Seize mille de ces demandes ont été canalisées par l'intermédiaire du système d'appel à tarif réduit spécialement mis en place pour Business Connect.

De nouveaux services destinés aux entreprises ayant un potentiel de croissance seront développés et mis à l'essai, l'ensemble du programme devant faire l'objet d'une évaluation complète avant la fin du prochain exercice.

Un plan d'amélioration en cinq points, comprenant 13 objectifs spécifiques, a été lancé par le ministre responsable, et sa mise en œuvre a été entreprise par les consortiums de Business Connect et par le Bureau gallois.

Une campagne de publicité de 0,5 million de livres sterling a été lancée afin de sensibiliser le public cible au réseau Business Connect Wales et d'en expliquer le fonctionnement.

Les activités et les réalisations du programme de liens commerciaux (Business Link) pour la période allant d'octobre à décembre 1997 se détaillent comme suit:

- 106 458 entreprises ont utilisé Business Link, soit plus de 8 100 entreprises par semaine;
- 79 457 entreprises ont fait appel aux services d'informations et de conseils, soit 6 100 entreprises par semaine;
- 17 577 entreprises ont bénéficié des services d'un conseiller en entreprise;
- 8 745 entreprises ont bénéficié des conseils ou reçu la visite de conseillers en développement des exportations, de conseillers en innovation et technologie et de conseillers en création.

3. Programme en faveur des liens commerciaux (Business Links)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Business Links fait partie d'une vaste stratégie destinée à améliorer la compétitivité des entreprises du Royaume-Uni et à les aider à faire face aux défis de la prochaine décennie en termes de produits, de technologie, de gestion, de qualité, de commercialisation et d'orientation clientèle.

Business Links offre un point d'accès unique aux services d'aide aux entreprises, véritable réseau national de partenariats locaux entre les Conseils de la formation et des entreprises (TEC), les Chambres de commerce, les agences commerciales, les autorités locales, le Département du commerce et de l'industrie ainsi que les autres fournisseurs d'aide aux entreprises.

d) Fondement juridique du programme

La proposition consistant à mettre sur pied le réseau national One Stop Shops (aujourd'hui appelé Business Link) a été présentée par le Président du Conseil du commerce en juillet 1992. Un prospectus publié en décembre 1992 a lancé un appel d'offres au terme duquel seraient choisis 15 projets pilotes.

Le fondement législatif des activités de ce programme consiste en l'article 2 1) et l'article 2 2) de la Loi de 1973 sur l'emploi et la formation, tels qu'ils ont été remplacés par l'article 25 de la Loi de 1988 sur l'emploi, ainsi qu'en l'article 11 de la Loi de 1982 sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

La plupart des crédits sont alloués au travers de contrats passés entre les administrations publiques et les Conseils de la formation et des entreprises afin de garantir que le soutien aux entreprises fourni par les Conseils de la formation et des entreprises et Business Links dans tout le pays soit cohérent et de première qualité. Le nouveau régime de financement introduit le 1^{er} avril 1997 fonctionne bien. La diminution radicale du nombre de programmes centraux du Département du commerce et de l'industrie, ainsi que la simplification des flux de financement aux

Conseils de la formation et des entreprises et à Business Links, ont permis de réduire les formalités administratives et d'accroître la liberté d'appréciation dans la prise de décisions au niveau local.

La contribution du Département du commerce et de l'industrie au budget pour la compétitivité au niveau local continue d'être complétée par une contribution du Département de l'éducation et de l'emploi, principalement en faveur du programme national intitulé "Investors in People".

f) Montant total inscrit au budget

121,1 millions de livres sterling en 1998/99.

g) Durée du programme

Indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

4. Programme de recherche et de démonstration relatif aux aéronefs civils (Carad)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Maintenir la compétitivité de l'industrie aéronautique du Royaume-Uni en faisant en sorte que les technologies essentielles relatives aux aéronefs soient disponibles sur le long terme. Le programme CARAD aide les industries du Royaume-Uni à résoudre le problème du financement de la recherche à long terme.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1982 sur l'aviation civile.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Aide jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts admis pour des projets de coopération menés dans les secteurs-clés de la technologie des aéronefs civils. Les bénéficiaires sont notamment les entreprises, les établissements de recherche et les universités.

f) Montant total inscrit au budget

Ce montant s'élève à environ 22,7 millions de livres sterling par an. Les dépenses au cours de l'exercice 97/98 ont totalisé 24,635 millions de livres sterling, soit 22,903 millions de livres sterling pour la recherche et la démonstration technologique et 1,732 million pour la mise en service initiale de la Soufflerie transsonique européenne, un projet de coopération entre le Royaume-Uni, la France,

l'Allemagne et les Pays-Bas. La soufflerie transsonique européenne est située à Cologne, en Allemagne.

g) Durée du programme

Ce programme bénéficie de l'autorisation officielle de la CE pour trois ans à partir du 1^{er} avril 1996 jusqu'au 31 mars 1999. Le financement a reçu l'approbation ministérielle du Royaume-Uni jusqu'en mars 2001, sous réserve d'un réexamen en avril 1999.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'objectif consiste à soutenir la recherche à long terme portant sur la technologie de base des aéronefs, et non à soutenir la production. Le programme CARAD ne fait pas partie du programme Airbus.

5. Société d'aménagement de la baie de Cardiff

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Réhabiliter la zone d'aménagement classée de Cardiff qui est polluée et socialement défavorisée, et encourager le développement des industries et commerces existants et nouveaux.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1980 sur les administrations locales et l'aménagement du territoire.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'aide accordée pour les investissements peut s'élever jusqu'à 30 pour cent pour les petites et moyennes entreprises, et jusqu'à 20 pour cent pour les autres entreprises. Ces subventions sont soumises à l'impôt. Le remboursement de la subvention peut être exigé lors de la vente de biens d'équipement acquis, construits ou améliorés à l'aide de cette subvention.

f) Montant total inscrit au budget

Budget pour 1997/98: 5,4 millions de livres sterling

Budget pour 1998/99 et 1999/2000: 10,1 millions de livres sterling

g) Durée du programme

Poursuite du programme jusqu'au 31 mars 2000.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet, le programme ayant pour objet d'améliorer l'environnement commercial de la Région de Cardiff.

6. Programme de développement des entreprises (Irlande du Nord)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Aider les entreprises dans l'élaboration d'un plan structuré de développement qui tienne compte des besoins de formation et de développement, en particulier au niveau de la gestion et de l'organisation. L'accent est mis sur le lien entre la formation et le développement et l'amélioration des résultats commerciaux, afin d'accroître la compétitivité de l'industrie d'Irlande du Nord.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1950 sur l'emploi et la formation (Irlande du Nord), telle qu'elle a été modifiée.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le programme s'adresse aux clients de la BEI et aux entreprises de l'Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) ayant un potentiel de croissance dans le secteur manufacturier et dans celui des services marchands, ainsi que les hôtels enregistrés auprès du Conseil du tourisme d'Irlande du Nord (NITB).

Les entreprises sont encouragées à œuvrer dans le sens du programme "Investors in People" et de l'initiative intitulée "National Vocational Qualifications" (compétences professionnelles nationales), et le montant de la subvention comprend l'obtention de la reconnaissance professionnelle et des compétences.

f) Montant total inscrit au budget

13,2 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet. Le programme a pour objet de renforcer la compétitivité et l'efficacité des entreprises dans un secteur où le sous-emploi est chronique.

7. Programme en faveur de la compétitivité (Irlande du Nord)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager les entreprises manufacturières d'Irlande du Nord à développer, dans le cadre de leur stratégie commerciale, des produits et des procédés utilisant une haute technologie innovante, afin d'améliorer leur compétitivité sur le plan national et international.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le programme s'applique aux secteurs des logiciels industriels et des logiciels pour ordinateurs. Les entreprises industrielles d'Irlande du Nord bénéficient d'une aide jusqu'à concurrence de 50 pour cent pour définir des projets approuvés et pour certains projets présentant un intérêt appréciable pour l'environnement, tandis que l'aide peut s'élever jusqu'à 40 pour cent pour tous les autres projets élaborés.

f) Montant total inscrit au budget

6,4 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

8. Office d'aménagement des zones rurales du pays de Galles

a) Forme de l'aide

Conseils et réductions de loyer.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

L'Office d'aménagement des zones rurales du pays de Galles a été créé pour contrecarrer les effets cumulés des pertes d'emploi et du dépeuplement continus depuis plus d'un siècle. Les trois programmes, qui concernent les services de conseil aux entreprises, les réductions de loyer et la construction et l'implantation d'usines, ont pour objet d'aménager un parc d'entreprises florissant au pays de Galles et d'améliorer les conditions sociales.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1976 sur l'aménagement des zones rurales du pays de Galles.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le Service de conseil aux entreprises s'adresse aux nouvelles entreprises et aux entreprises en expansion situées dans la région gérée par l'Office d'aménagement des zones rurales du pays de Galles; le soutien est accordé sous la forme de conseils. Des réductions de loyer sont consenties aux petites et moyennes entreprises qui s'établissent dans la région; l'aide est accordée sous la forme d'une exonération complète ou partielle de loyer pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq ans, le déficit étant amorti par le paiement de loyers ultérieurs plus élevés et cette aide étant récupérée en cas de cessation anticipée. La construction et l'implantation d'usines vise à attirer dans la région des investisseurs compétitifs dans le secteur manufacturier en leur offrant des loyers et des prix de vente au taux du marché.

f) Montant total inscrit au budget

Services de conseil aux entreprises: 1,922 million de livres sterling

Réductions de loyer: 0,122 million de livres sterling

g) Durée du programme

Programme de durée illimitée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet. Le programme a pour objet de réparer les inégalités dues au dénuement social et économique.

9. Programme en faveur des procédés permettant l'utilisation la plus efficace de l'énergie

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour objet d'encourager l'élaboration et l'adoption de technologies et de techniques permettant une utilisation efficace de l'énergie. Pour l'essentiel, il concerne l'évaluation des mesures qui permettent une utilisation efficace de l'énergie et la diffusion des informations sur

celles-ci. Dans le cadre de la partie recherche-développement du programme, il est accordé de l'aide à la recherche-développement fondamentale visant à acquérir les connaissances de base nécessaires à la mise au point de mesures permettant une utilisation efficace de l'énergie, mais n'aboutissant pas directement à de nouveaux produits ou procédés.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'aide accordée à deux ou à plusieurs sociétés qui travaillent ensemble est plafonnée à 49 pour cent, sauf dans les cas où le plafond fixé par l'Union européenne est plus bas. Une aide jusqu'à concurrence de 100 pour cent peut aussi être accordée à la recherche fondamentale visant à augmenter les connaissances scientifiques ou à acquérir des informations de base génériques qui pourront servir de fondement à la recherche fondamentale ultérieure. Ce soutien de la recherche fondamentale est accordé uniquement aux organismes de recherche, à l'exclusion des fabricants.

f) Montant total inscrit au budget

15,7 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet, le programme ayant pour objet le transfert d'informations.

10. Programme en faveur des procédés permettant une meilleure utilisation des technologies de l'environnement

a) Forme de l'aide

Ce programme a pour objectif premier la promotion de l'adoption de procédés permettant une meilleure utilisation des technologies de l'environnement par les utilisateurs et les fournisseurs potentiels. Une grande partie des dépenses du programme devront permettre au contractant d'obtenir et de transmettre des renseignements validés faisant autorité, afin d'atteindre les objectifs de transfert de technologie. Le but premier du programme n'est pas de fournir une aide aux entreprises sous forme de dons, mais des dispositions seront prévues afin qu'un versement limité soit octroyé aux entreprises acceptant de collaborer aux activités de transfert de technologie et au soutien à la recherche-développement. Le soutien à la recherche-développement représente moins de 10 pour cent des dépenses du programme.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Horizontal – Le programme s'attachera surtout à fournir aux entreprises des renseignements plutôt qu'une aide financière. Son objectif global consistera à obtenir une réaction efficace de la part

des entreprises par rapport à l'évolution des données environnementales, afin d'améliorer la compétitivité industrielle et de réduire la pollution. Il encouragera le transfert de technologie et fera plus largement connaître les procédés permettant une meilleure utilisation des technologies de l'environnement aux utilisateurs et aux fournisseurs potentiels de ces technologies.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises ayant des projets de transfert de technologie ont reçu une aide allant jusqu'à 10 pour cent.

f) Montant total inscrit au budget

244 598 livres sterling.

g) Durée du programme

1994-2000.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

11. Programme d'innovation en matière de technologies de l'environnement

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Promouvoir l'innovation et la compétitivité en matière de technologies de l'environnement.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Programme ne pouvant plus faire l'objet de nouvelles demandes depuis septembre 1993.

f) Montant total inscrit au budget

98 600 livres sterling.

g) Durée du programme

Le dernier projet prendra fin en 1998/99 avec le versement de 52 000 livres sterling.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

12. EUREKA (Royaume-Uni)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

EUREKA a pour objet d'encourager et de soutenir la coopération pour des projets de recherche-développement entre pays, organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur européens. Son objectif premier est de renforcer la productivité et la compétitivité sur les marchés mondiaux. Le programme n'est pas rigide et les projets peuvent concerner n'importe quel secteur de la technologie, mais chaque projet vise la réalisation de progrès importants concernant les produits, les procédés ou les services destinés au marché, en recourant aux mécanismes de coopération européenne.

d) Fondement juridique du programme

Réseau comprenant 25 pays ainsi que la Commission européenne, mis en place en 1985 par les membres signataires de la Déclaration de Hanovre.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

EUREKA n'est pas en soi un mécanisme de financement pour soutenir les projets EUREKA. En revanche, de même que la plupart des autres États membres participant à ce programme, le Royaume-Uni accorde dans certains cas des fonds aux participants au projet. Mais de nombreux projets sont mis en œuvre sans l'aide financière de l'État. Les petites et moyennes entreprises, les instituts de recherche et les universités peuvent bénéficier d'un financement jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts des projets remplissant les conditions requises. Les grandes entreprises ont plus de chances de pouvoir bénéficier d'un financement si elles sont associées à un certain nombre de petites et moyennes entreprises britanniques dans le cadre d'un projet de groupe. Les organismes de toutes catégories peuvent obtenir une aide de 50 pour cent des coûts afférents à la mise en commun de projets, c'est-à-dire à la recherche de partenaires potentiels et aux déplacements nécessaires pour débattre des collaborations possibles.

f) Montant total inscrit au budget

5,88 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Aucune date limite n'est fixée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les programmes de recherche-développement en coopération ont été instaurés afin d'aider l'industrie britannique à conserver et à améliorer sa situation concurrentielle par la mise en œuvre de projets préconcurrentiels novateurs en matière de recherche-développement devant permettre, à l'issue du soutien par le Département du commerce et de l'industrie, le développement de procédés et de produits améliorés.

13. Programme en faveur de l'aide d'experts

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager les petites et moyennes entreprises à faire appel à des experts venus de l'extérieur, afin d'obtenir des conseils en matière de gestion stratégique et en cas de problèmes techniques.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1982 sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises, sous la forme d'un don de 50 pour cent.

f) Montant total inscrit au budget

1 158 563 livres sterling (pour six mois). La responsabilité du programme en faveur de l'aide d'experts sera transférée au programme "Scottish Enterprise" à compter du 1^{er} octobre 1998 et le programme est en cours de révision. Les dépenses inscrites au budget pour l'année entière sont par conséquent encore inconnues.

g) Durée du programme

Programme de durée non encore fixée mais s'étendant au moins jusqu'au 31 mars 2000.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Il est trop tôt pour évaluer les effets sur le commerce.

14. Projet de coopération générale pour l'industrie (GICP)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager la coopération pour des projets de recherche avantageux pour de nombreuses sociétés et en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Une aide maximum de 50 pour cent des coûts admis à en bénéficier est accordée aux entreprises de tous les secteurs technologiques, mais elle pourra être réduite progressivement au fil des années, c'est-à-dire être ramenée au tiers des coûts la seconde année et au quart la troisième année.

f) Montant total inscrit au budget

1997/98: 1 million de livres sterling.

g) Durée du programme

Aucune date limite n'est fixée, mais ce programme ne peut plus faire l'objet de nouvelles demandes depuis septembre 1993.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet, le programme visant la recherche en faveur des petites et moyennes entreprises.

15. Défi urbain pour Harlesden

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

1. Accroître les possibilités d'emploi et améliorer l'accès à l'emploi pour les habitants de Stonebridge et Harlesden en conservant et en attirant les investissements de l'étranger, afin de créer une économie locale forte et diversifiée à Park Royal.

2. Obtenir une régénération complète du centre ville de Harlesden.
3. Stimuler et promouvoir le développement commercial.
4. Améliorer l'accès à l'emploi au travers de la formation.
5. Relier la collectivité, Park Royal, l'hôpital et le centre ville au moyen d'une infrastructure routière et d'un réseau de transports publics améliorés.
6. Améliorer la fourniture de logements, accroître la qualité des logements et élargir l'éventail des choix de mode d'occupation des logements.
7. Améliorer la sécurité dans la collectivité.
8. Instaurer un environnement de bonne qualité.
9. Permettre à la collectivité locale de tirer le meilleur parti des possibilités qui lui sont offertes.
10. Obtenir un maximum de prestations en échange des capitaux engagés.

d) Fondement juridique du programme

Administration de Londres/Arrondissement londonien de Brent.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'arrondissement londonien de Brent, en réponse à une demande déposée auprès de l'administration de Londres.

f) Montant total inscrit au budget

7 450 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Cinq ans - du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet quantifiable pour le moment.

16. Initiative en faveur des Highlands et des îles

a) Forme de l'aide

Conseils; dons; prêts; acquisitions.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

L'Initiative en faveur des Highlands et des îles est une institution du gouvernement central qui a été créée pour promouvoir le développement social et économique des Highlands et des îles d'Écosse, améliorer les qualifications du personnel, créer du travail indépendant, promouvoir l'efficacité et la compétitivité industrielle et améliorer l'environnement de cette région.

d) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'Initiative en faveur des Highlands et des îles exerce ses attributions à travers un certain nombre de programmes. Parmi ceux-ci, beaucoup ne prévoient pas d'aide publique aux entreprises, tandis que d'autres sont *de minimis*. Deux programmes, dits de Financement des entreprises et de Fourniture de biens, prévoient une aide financière discrétionnaire au secteur privé afin de lui permettre de créer de nouvelles entreprises et de les agrandir, moyennant des prêts d'une durée de 20 ans au taux commercial pour les locaux et l'équipement, une bonification d'intérêt pendant trois à quatre ans, une subvention à la construction jusqu'à concurrence de 50 pour cent pour les biens compris dans des projets dont le montant total n'excède pas 80 000 livres sterling, et, afin d'assurer que la création d'entreprises ne soit pas entravée par le manque de locaux commerciaux adaptés, moyennant de nouvelles constructions ou l'acquisition ou la rénovation de locaux existants.

e) Montant total inscrit au budget

78,0 millions de livres sterling (1998/99).

f) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

g) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet, l'Initiative en faveur des Highlands et des îles ayant pour objet de revitaliser une région socialement et économiquement défavorisée.

h) Fondement juridique du programme

Loi de 1990 sur les entreprises et les villes nouvelles (Écosse).

17. Programme d'investissement de fonds propres dans les Highlandsa) Forme de l'aide

Investissement.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Ce programme régional cible les investissements dans les nouvelles petites et moyennes entreprises en pleine croissance à des fins de diversification, d'innovation et de développement technologique dans la zone des Highlands visée par l'objectif 1.

d) Fondement juridique du programme

Article 48 4) de la Loi de finances de 1982.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

D'une manière générale, les investissements prennent la forme d'un apport de fonds propres discrétionnaire allant de 30 000 à 50 000 livres sterling. Ces investissements doivent être effectués au moyen d'actions préférentielles remboursables au gré de la société. Les investissements sont réalisés dans les entreprises employant jusqu'à 50 personnes et ayant un chiffre d'affaires allant jusqu'à 7 millions d'écus ou un bilan allant jusqu'à 5 millions d'écus et n'ayant aucun actionnaire qui soit une entreprise n'entrant pas dans cette catégorie, à l'exception des sociétés d'investissement public, des sociétés de capital-risque ou, si aucun contrôle n'est exercé, des investisseurs institutionnels.

f) Montant total inscrit au budget

660 000 livres sterling. Investissements de 200 000 livres sterling par an (financement du FEDER à 50 pour cent) et frais administratifs de 20 000 livres sterling par an (financement du FEDER à 25 pour cent) pour ce programme, le solde étant apporté par le programme en faveur du groupement d'entreprises des Highlands "Highland Opportunity Limited".

g) Durée du programme

Initialement, huit ans mais actuellement de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

À ce jour, les effets sont minimes. Un investissement de 50 000 livres sterling a été fait mais l'entreprise concernée a depuis cessé toute activité commerciale.

18. Programme en faveur du groupement d'entreprises des Highlands "Highland Opportunity Limited"

a) Forme de l'aide

Prêt.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Ce programme régional vise la croissance des petites et moyennes entreprises viables situées dans la zone des Highlands visée par l'objectif 1.

d) Fondement juridique du programme

Le Secrétaire d'État pour l'Écosse a approuvé le projet en faveur du groupement d'entreprises locales des Highlands "Highland Opportunity Limited" au titre de l'article 48 4) de la Loi de finances de 1982.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Prêts discrétionnaires à taux d'intérêt réduits, couplés à un service gratuit de conseil technique et commercial. Ce programme s'adresse aux petites et moyennes entreprises viables, comptant normalement moins de 30 salariés et situées dans la zone des Highlands visée par l'objectif 1.

f) Montant total inscrit au budget

Programme de durée indéterminée.

Prêts accordés en 1997/98: 340 025 livres sterling.

Dépenses de fonctionnement en 1997/98: 124 302 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Mars 1997 a marqué les onze ans d'activité de l'entreprise au cours desquels elle a examiné 1 238 demandes, approuvé 658 prêts et alloué près de 2,8 millions de livres sterling de fonds. Au cours de l'année 1997/98, 43 entreprises ont bénéficié d'une aide, ce qui a permis de créer ou de préserver 106 emplois.

19. Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands

a) Forme de l'aide

Prêt.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Financer d'importants investissements dans les Highlands en Écosse.

d) Fondement juridique du programme

N'importe quelle entreprise située dans les Highlands peut demander à bénéficier de prêts garantis à faibles taux d'intérêt.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les fonds actuellement disponibles pour des prêts vont de 30 000 à 500 000 livres sterling.

f) Montant total inscrit au budget

Programme de durée indéterminée.

g) Durée du programme

Article 83 - Loi sur les administrations locales (Écosse).

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

20. Mécanisme national de garantie des crédits à la construction navale

a) Forme de l'aide

Garantie de prêts.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour objet de financer la construction, l'achèvement ou la transformation de navires et d'installations flottantes mobiles dans un chantier naval agréé par le Secrétaire d'État, au moyen de garanties pour le remboursement des prêts (et le paiement des intérêts y afférents) consentis à des organismes du Royaume-Uni.

d) Fondement juridique du programme

Article 10 de la Loi de 1972 relative à l'industrie (modifiée par les articles 23 et 24 de la Loi de 1979 relative à l'industrie).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

La subvention est accordée aux armateurs sous forme d'un taux d'intérêt fixe (7,5 pour cent pour des périodes de remboursement allant jusqu'à huit ans et demi, et taux d'intérêt commercial de référence pour des périodes de remboursement de huit ans et demi à 12 ans) dans le cadre d'accords de péréquation des intérêts passés avec les banques.

f) Montant total inscrit au budget

En tant que mécanisme de garanties de prêts, ce programme n'engage des dépenses que lorsqu'un emprunteur est défaillant et que la garantie du Département du commerce et de l'industrie doit intervenir. Il n'y a aucun versement ni engagement en matière de dépenses.

g) Durée du programme

Poursuite du programme sous sa forme actuelle jusqu'à la ratification d'un accord de l'OCDE concernant les subventions à la construction navale ou l'adoption d'un Mémoire d'accord sur les subventions à la construction navale.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet d'offrir aux acheteurs britanniques de navires des modalités financières aussi intéressantes que celles qui sont offertes par les autres pays signataires de l'Accord de l'OCDE, et donc d'éviter que les chantiers navals britanniques soient désavantagés.

21. Conseil du développement industriel – Don non remboursable

a) Forme de l'aide

Don non remboursable.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Aider les entreprises à devenir plus compétitives sur les marchés situés à l'extérieur de l'Irlande du Nord.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les entreprises clientes du Conseil du développement industriel. Versement trimestriel sur présentation des pièces justifiant les dépenses.

f) Montant total inscrit au budget

2,8 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme achevé le 31 mars 1988.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les contrats commerciaux passés s'élèvent à 98,8 millions de livres sterling à ce jour.

22. Conseil du développement industriel – Fourniture de terrains et de bâtiments industriels standardisés déjà construits

a) Forme de l'aide

Le Conseil du développement industriel finance l'acquisition de terrains et de bâtiments industriels standardisés déjà construits qui sont ensuite fournis aux entreprises clientes du Conseil du développement industriel et de l'Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) à leur valeur marchande actuelle.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Fournir des terrains et des bâtiments industriels aux entreprises clientes du Conseil du développement industriel et de l'Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU).

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le Conseil du développement industriel finance l'acquisition de terrains et de bâtiments industriels standardisés déjà construits qui sont ensuite fournis aux entreprises clientes du Conseil du développement industriel et de l'Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) à leur valeur marchande actuelle. Le processus d'octroi est continu du fait qu'il reste toujours un certain nombre de terrains et de bâtiments industriels n'ayant pas été loués ni vendus.

f) Montant total inscrit au budget

Non disponible.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

23. Conseil du développement industriel – Accord de promotion immobilière

a) Forme de l'aide

Accords de promotion immobilière

- Prévoir une contribution publique aux coûts totaux de la construction de bâtiments industriels et de bureaux destinés à être utilisés par des entreprises bénéficiant du soutien du Conseil du développement industriel.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager le secteur privé à construire des bâtiments destinés à accueillir des projets soutenus par le Conseil du développement industriel.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

En général, la subvention consiste en un montant forfaitaire versé aux promoteurs immobiliers lorsque la construction du bâtiment est achevée de manière satisfaisante.

f) Montant total inscrit au budget

3,554 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

24. Conseil du développement industriel – Programme de garantie en cas de déficit

a) Forme de l'aide

Garantie.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager la vente d'un bâtiment industriel existant appartenant au Conseil du développement industriel à un locataire nouveau ou déjà dans les lieux, ou d'un bâtiment industriel neuf déjà construit à un investisseur potentiel.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Des garanties sont fournies aux banques qui financent l'achat de bâtiments industriels appartenant au Conseil du développement industriel par des entreprises clientes dudit Conseil et de l'Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU). Ce programme de garantie prévoit que, en cas de cessation de paiement par l'entreprise, le Conseil du développement industriel couvrira l'écart entre les prix de vente de la propriété et l'encours de la dette que l'entreprise a auprès de la banque. Les dépenses effectives au titre de ce programme ne sont engagées que lorsqu'une garantie est demandée par une banque dans le cas d'une réalisation du bien gagé. Le maximum pouvant être versé correspond à la valeur de l'hypothèque.

f) Montant total inscrit au budget

Plafond: 11,5 millions de livres sterling

Montant actuel engagé des garanties: 5 millions de livres sterling environ

g) Durée du programme

Lancé en 1982, ce programme se poursuivra pour une durée indéterminée ou jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de locataires pour les bâtiments industriels appartenant au Conseil du développement industriel.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

25. Subvention des quartiers défavorisés à l'intérieur des villes - Programme urbain

a) Forme de l'aide

Prêts à long terme avec garantie hypothécaire jusqu'à concurrence de 90 pour cent, à un taux d'intérêt commercial prescrit par la Loi sur les quartiers défavorisés à l'intérieur des villes, pour l'acquisition de terrains ou pour des travaux effectués sur les terrains; prêts et subventions jusqu'à concurrence de 1 000 livres sterling pour la création d'organismes tels que des coopératives; déclaration de réhabilitation des zones (qui peuvent être soit industrielles, soit commerciales, soit les deux) et fourniture de prêts et de subventions pour 50 pour cent du coût, jusqu'à concurrence de 1 000 livres sterling, pour la rénovation des équipements ou des bâtiments. En Angleterre, le programme urbain faisait partie du Budget de reconstruction unique depuis 1994/95. Aujourd'hui, il a pris fin en Angleterre et toute nouvelle dépense au titre de la Loi sur les quartiers défavorisés à l'intérieur des villes financée par le Budget de reconstruction unique figure dans le rapport sur ce dernier.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le Programme en faveur des quartiers défavorisés à l'intérieur des villes a été mis en œuvre pour donner des moyens supplémentaires aux autorités locales confrontées à de sérieux problèmes dans les quartiers défavorisés à l'intérieur des villes, afin qu'elles puissent participer plus efficacement au développement économique de leurs quartiers.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1978 sur les quartiers défavorisés à l'intérieur des villes.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

En vertu de la section 5 du programme, les autorités sont tenues de décider, en fonction des situations locales, quelle sera l'ampleur du soutien qu'elles apporteront aux divers travaux. Pour sélectionner les projets de soutien des travaux (autres que ceux qui se rapportent à l'environnement ou à la rénovation des quartiers), les autorités devront évaluer la viabilité du projet et de l'entreprise qui le réalisera, l'objectif principal étant d'assurer des possibilités d'emploi permanent, par la création ou la préservation d'emplois. Les fabricants et les exportateurs ne sont pas exclus du programme.

f) Montant total inscrit au budget

Pas de budget central en Angleterre.

g) Durée du programme

Les dépenses engagées au titre du Programme urbain ont pris fin en 1996-1997 en Angleterre, mais elles continueront jusqu'à nouvel ordre en Écosse et au pays de Galles.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes, le soutien étant accordé avec l'intention d'améliorer les conditions locales.

26. Programme de soutien à l'investissement de l'étranger

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager l'investissement de l'étranger et la création d'emplois par les grandes entreprises (c'est-à-dire celles dépassant les divers critères qui définissent les petites et moyennes entreprises, et en particulier le critère relatif aux 250 salariés).

d) Fondement juridique du programme

Article 171 de la Loi de 1994 sur les administrations locales (Écosse).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les entreprises ayant des investissements en provenance de l'étranger. Subventions salariales pour les salariés recrutés qui étaient auparavant sans emploi et subventions pour la réalisation de travaux dans le domaine des bâtiments, des routes et de l'aménagement du paysage.

f) Montant total inscrit au budget

600 000 livres sterling par an, sous réserve de l'adoption annuelle du budget.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée, mais se reporter au point f) ci-dessus.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet à ce jour.

27. Aide de lancement

a) Forme de l'aide

Investissement public remboursable mais à risque partagé.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Création, développement et aide en matière d'enseignement, main-d'œuvre, matériaux et frais généraux.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1982 sur l'aviation civile.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'assistance en matière de recherche et de développement est remboursable et gagée par les ventes de cellules, moteurs et pièces de rechange tout au long de leur durée d'utilisation. Les bénéficiaires sont les fabricants d'aéronefs civils et de moteurs d'aéronefs.

f) Montant total inscrit au budget

1 million de livres sterling (versement effectivement effectué en 1997/98).

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les programmes de recherche-développement en coopération ont été instaurés afin d'aider l'industrie britannique à conserver et à améliorer sa situation concurrentielle par la mise en œuvre de projets préconcurrentiels novateurs en matière de recherche-développement devant permettre, à l'issue du soutien par le Département du commerce et de l'industrie, le développement de procédés et de produits améliorés.

28. Programme Leader II au pays de Galles

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour objectif de mettre en œuvre sur le territoire gallois l'initiative Leader existant à l'échelle de la CE; il combine des fonds du FEDER, du FSE et du FEOGA. L'initiative Leader vise à mettre en œuvre le développement rural intégré dans l'ensemble de la Communauté, de façon à en faire bénéficier les PME locales et les collectivités agricoles.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1975 sur l'Agence galloise de développement régional.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les PME et les exploitations agricoles peuvent bénéficier d'une aide à concurrence de 100 000 écus chacune, sous la forme d'un soutien technique, d'une formation professionnelle, de développement d'initiatives pour le tourisme, de services de commercialisation et de conseils.

f) Montant total inscrit au budget

1997: 3 155 275 écus
1998: 2 059 483 écus

g) Durée du programme

Novembre 1994 à décembre 1999.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif étant de redynamiser les zones rurales.

29. Initiative Link

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme encourage la coopération en matière de recherche entre les milieux industriels et universitaires. Il opère au travers de programmes gérés dans cinq grands domaines: Électronique/Communications/Technologies de l'information; Alimentation/Agriculture; Biosciences/Médecine; Matériaux/Produits chimiques; et Énergie/Ingénierie. Actuellement, 22 programmes sont ouverts à de nouvelles propositions de projets, tandis que dix programmes ont pris fin et que 24 ne peuvent plus faire l'objet de nouvelles propositions mais financent des projets qui ne sont pas terminés.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Une aide de 50 pour cent du montant total du projet est accordée à divers bénéficiaires, y compris des organisations professionnelles, des associations de recherche, des organismes publics et des entreprises.

f) Montant total inscrit au budget

33 millions de livres sterling en 1997/98.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les programmes de recherche-développement en coopération ont été instaurés afin d'aider l'industrie britannique à conserver et à améliorer sa situation concurrentielle par la mise en œuvre de projets préconcurrentiels novateurs en matière de recherche-développement devant permettre, à l'issue du soutien par le Département du commerce et de l'industrie, le développement de procédés et de produits améliorés.

30. Action locale

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Améliorer de façon permanente et systématique les capacités et les compétences des petites et moyennes entreprises en les aidant à créer des partenariats locaux pour mettre en place des moyens de soutien aux entreprises qui soient de haute qualité.

d) Fondement juridique du programme

Article 8 de la Loi de 1982 sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les organismes intermédiaires, y compris les autorités locales, les chambres de commerce et les conseils de formation et d'entreprises peuvent bénéficier d'une subvention s'élevant à moins de 1 000 livres sterling par petite ou moyenne entreprise aidée au titre de ce programme. L'aide accordée aux petites et moyennes entreprises est discrétionnaire, sous réserve des règles de l'Union européenne relatives à l'aide publique; elle comprend formation et conseils et son intensité est globalement de 50 pour cent au plus.

f) Montant total inscrit au budget

23 650 307 livres sterling.

g) Durée du programme

1997-2000 (première phase, mais le programme est en cours d'examen).

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet de permettre à des organismes intermédiaires d'aider les petites et moyennes entreprises locales, en leur donnant la possibilité de devenir plus rentables. Les effets sur le commerce sont minimes.

31. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Assistance financière ciblée

a) Forme de l'aide

Don, prêt, prise de participation.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

- i) Favoriser le démarrage des petites entreprises naissantes capables de survie et de croissance;
- ii) encourager et accélérer le développement des entreprises capables d'enregistrer une croissance rentable et d'être compétitives au niveau international.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises d'Irlande du Nord. L'accent est mis sur les nouveaux projets paraissant viables et sur les entreprises existantes pouvant démontrer que leurs activités sont orientées vers l'exportation, peuvent remplacer les importations, peuvent offrir un produit ou un service original et/ou peuvent exploiter un créneau local non encore exploité. Les formes de l'aide sont discrétionnaires et non automatiques et la participation de l'Unité d'expansion des entreprises locales se limite au montant minimum nécessaire pour garantir la mise en route du projet.

f) Montant total inscrit au budget

14 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet direct.

32. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Buying Time

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Permettre à une entreprise dans la difficulté d'analyser sa viabilité.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises d'Irlande du Nord. Don pouvant aller jusqu'à 2 000 livres sterling par emploi pendant trois mois au maximum, afin de permettre à une entreprise de continuer à fonctionner en attendant que son avenir soit fixé. Une entreprise ne peut bénéficier qu'une seule fois du programme Buying Time.

f) Montant total inscrit au budget

Néant.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Enquête annuelle sur la situation des clients et questionnaire d'évaluation régulier.

L'analyse révèle une réduction progressive des fermetures d'entreprises.

33. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Recherche-développement

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager les activités de recherche-développement dans les petites et moyennes entreprises d'Irlande du Nord.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises d'Irlande du Nord bénéficient pour la recherche appliquée d'un financement jusqu'à concurrence de 50 pour cent, le montant de l'aide ne pouvant pas dépasser 35 000 livres sterling.

f) Montant total inscrit au budget

650 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet à court ou moyen terme, le programme ayant pour objet d'encourager les petites et moyennes entreprises à entreprendre des travaux de recherche.

34. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Programme de promotion immobilière

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager la participation du secteur privé à la fourniture de bâtiments industriels.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'aide est choisie et calculée sur la base du déficit. En d'autres termes, l'Unité d'expansion des entreprises locales mène sa propre évaluation en ce qui concerne la réalisation de chacun des projets faisant l'objet d'une demande et propose une aide financière qui, selon cette évaluation, correspond au montant minimum requis pour la mise en route du projet.

f) Montant total inscrit au budget

1 million de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet direct.

35. Unité d'expansion des entreprises locales (LEDU) – Programme en faveur des entreprises locales

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Participer aux investissements relatifs à la création d'une agence pour les entreprises locales.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Don ne dépassant pas 50 pour cent des frais qui sont nécessaires pour aider les groupes locaux à acheter et à remettre en état des bâtiments industriels destinés à être utilisés par des petites entreprises.

f) Montant total inscrit au budget

135 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet.

36. Programme de formation pour les nouveaux travailleurs (NETS)

a) Forme de l'aide

Aide directe.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Proposer une formation en apprentissage dans certains métiers d'artisanat rural.

d) Fondement juridique du programme

Département de l'énergie (1980).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Programme de formation subventionné, destiné aux jeunes employés des entreprises artisanales rurales. Le programme est administré par le Conseil du développement rural et comprend 12 semaines de formation sur une période de deux/trois ans.

f) Montant total inscrit au budget

240 395 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'aide fournie accroît le niveau des compétences et diversifie les types de formations pouvant être entreprises.

37. Aide à la recherche en faveur des entreprises de matériel et de services pour les installations offshore

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour objet d'encourager la recherche et le développement de nouveaux produits et de nouvelles techniques en vue de les utiliser pour l'exploration, la mise en valeur et l'exploitation du pétrole et du gaz.

d) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises de l'industrie pétrolière et gazière peuvent développer des idées concernant les techniques de forage et de production. Les projets doivent comporter une innovation significative; l'aide maximum est un don de 50 pour cent.

e) Montant total inscrit au budget

1,6 million de livres sterling.

f) Durée du programme

De 1995 à 1998 pour les nouveaux engagements, les versements se poursuivant jusqu'en l'an 2000.

g) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet.

38. Cours ouverts

a) Forme de l'aide

Aide directe.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Fournir une formation modulaire destinée au perfectionnement des compétences relatives à certains métiers et compétences du milieu rural.

d) Fondement juridique du programme

Département de l'énergie (1980).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Programme de formation subventionné, destiné aux personnes travaillant dans des métiers artisanaux en zone rurale. La formation modulaire destinée au perfectionnement des compétences est fournie par le Conseil du développement rural.

f) Montant total inscrit au budget

58 967 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'aide fournie accroît le niveau des compétences et diversifie les métiers pouvant être pratiqués.

39. Subvention pour les bâtiments en surnombre

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme de subvention pour les bâtiments en surnombre a pour objet de créer de nouvelles possibilités d'emploi dans les zones rurales éprouvant des difficultés sociales ou économiques, en encourageant le secteur privé à réutiliser à des fins commerciales des bâtiments qui, sans quoi, resteraient excédentaires (et peut-être seraient abandonnés).

d) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Tout individu ou entreprise du secteur privé, y compris les commerçants à leur compte, les sociétés de personnes, les sociétés à responsabilité limitée et les coopératives. Les dons sont fournis jusqu'à concurrence de 25 pour cent des coûts admis (avec un maximum de 62 500 livres sterling), et exceptionnellement jusqu'à concurrence de 30 pour cent (avec un maximum de 75 000 livres sterling) à des projets situés dans les zones de développement rural de la Commission.

e) Montant total inscrit au budget

4 050 000 livres sterling.

f) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

g) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet d'encourager les entreprises existantes ou nouvelles à s'établir ou à rester dans les zones rurales, et de créer de nouvelles possibilités d'emploi en réutilisant à des fins commerciales les bâtiments excédentaires.

40. Programme de développement économique rural

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Répondre aux besoins d'une zone de développement rural, identifiés grâce à un plan stratégique d'exploitation, en favorisant la diversification ou la reprise économiques et en améliorant les conditions de croissance des entreprises.

d) Fondement juridique du programme

Concentrer une grande partie des ressources dans les zones qui en ont le plus besoin (identifiées en 1984 comme étant des Zones de développement rural, grâce à la combinaison de données de recensement et de renseignements locaux) au travers du mécanisme offert par le Programme de développement rural.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les partenariats avec les autorités locales, les partenariats anglais, les conseils des communautés rurales et une série d'organisations publiques et privées, par l'intermédiaire du programme de développement rural mis en œuvre dans les zones de développement rural de la Commission.

f) Montant total inscrit au budget

5 125 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet, étant donné que ce programme a pour objet d'améliorer la qualité de vie dans les zones de développement rural de la Commission en répondant aux besoins de ceux qui vivent et travaillent dans les campagnes et en contribuant au développement économique de ces zones de manière à ce que leurs habitants ne soient pas désavantagés par cette vie rurale.

41. Subvention en faveur des entreprises régionales en Grande-Bretagne

a) Forme de l'aide

Dons en faveur de projets d'investissement et d'innovation.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Aide à la plupart des entreprises manufacturières et à quelques entreprises du secteur des services dans le cadre de projets destinés à certains quartiers des Midlands de l'ouest et de l'est.

d) Fondement juridique du programme

Livre blanc du Département du commerce et de l'industrie intitulé "Department for Enterprise", du 1^{er} avril 1988. Loi de 1978 sur les quartiers urbains défavorisés.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

La subvention à l'investissement régional (RIG) est accordée aux petites et moyennes entreprises à raison de 15 pour cent des dépenses, jusqu'à concurrence de 15 000 livres sterling, pour un actif immobilisé répondant aux conditions requises dans le cadre d'un projet situé dans une zone touchée par la fermeture des mines de charbon et ne faisant pas partie des zones assistées.

f) Montant total inscrit au budget

3,8 millions de livres sterling (RIG).

g) Durée du programme

Avril 1999.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet d'aider les entreprises situées dans une zone socialement et économiquement défavorisée à devenir aussi compétitives que les entreprises manufacturières et les fournisseurs de services implantés ailleurs.

42. Subvention en faveur des entreprises régionales en matière d'innovation (RIG uniquement)

a) Forme de l'aide

Dons en faveur de projets d'innovation.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme prévoit une aide en faveur des petites et moyennes entreprises pour des projets d'innovation concernant les Zones en développement, les Zones intermédiaires, celles qui sont visées par l'objectif 2 de la Communauté européenne, celles qui exigent une action spéciale et les Zones de défi urbaines, ainsi que les régions touchées par la fermeture des mines de charbon, une preuve du besoin d'aide supplémentaire étant exigée. Aujourd'hui le programme n'est appliqué qu'au pays de Galles.

d) Fondement juridique du programme

Livre blanc du Département du commerce et de l'industrie intitulé "Department for Enterprise", du 1^{er} avril 1988. Loi de 1978 sur les quartiers urbains défavorisés.

Les subventions en faveur de projets d'innovation régionale (RIN) ne peuvent plus faire l'objet de nouvelles demandes depuis le mois de septembre 1996 en Angleterre et depuis le mois de

décembre 1995 en Écosse. Au pays de Galles, elles ont été regroupées avec les programmes SMART, SPUR et SPUR Plus sous l'appellation générale "Smart Wales" et continuent d'être offertes en tant que programme distinct.

La contrepartie du programme de subventions de l'innovation régionale (RIN), à savoir le programme de subventions à l'investissement régional (RIG), a été intégrée au programme d'assistance régionale ciblée en janvier 1997 en Écosse et au pays de Galles, et à partir du 1^{er} avril 1997 en Angleterre.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les subventions en faveur de l'innovation régionale (RIN) sont accordées aux petites et moyennes entreprises à raison de 50 pour cent des dépenses, jusqu'à concurrence de 25 000 livres sterling, pour l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

f) Montant total inscrit au budget

1,2 million de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet d'aider les entreprises situées dans une zone socialement et économiquement défavorisée à devenir aussi compétitives que les entreprises manufacturières et les fournisseurs de services implantés ailleurs.

43. Assistance régionale ciblée en Grande-Bretagne

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Contribuer au développement économique de régions à difficultés particulières.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1982 sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le programme est accordé aux entreprises manufacturières et aux entreprises du secteur des services, quelle que soit leur taille, déjà implantées ou sur le point de s'implanter dans les zones assistées de Grande-Bretagne.

L'aide financière est accordée sur une base discrétionnaire sous forme de dons versés par tranche en fonction des progrès réalisés par le projet (emplois et coûts des investissements). Les autorités britanniques sont tenues de présenter périodiquement à la Direction de la concurrence de la Commission des Communautés européennes une carte indiquant les zones auxquelles elles souhaitent accorder le statut de zone assistée.

f) Montant total inscrit au budget

305,4 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Ce programme est conçu pour aider les zones ayant des difficultés particulières à concurrencer sur un pied d'égalité les régions plus avantagées.

44. SCEEMAS

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour but d'inciter les petites et moyennes entreprises à se montrer plus respectueuses de l'environnement en engageant des consultants externes pour entreprendre une évaluation de l'environnement, mettre en œuvre un système de gestion de l'environnement et faire enregistrer les sites auprès du système communautaire de management environnemental et d'audit ou obtenir un certificat de conformité à la norme ISO 14001.

d) Fondement juridique du programme

Loi sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les petites et moyennes entreprises ont droit à 40 pour cent des coûts de consultation pour la première étape du programme (évaluation de l'environnement); à 40 pour cent pour la deuxième étape (mise en œuvre d'un système de gestion de l'environnement) et à 50 pour cent, plus 10 pour cent des première et deuxième étapes, pour la troisième étape (fournir une évaluation de l'environnement avec vérification externe).

f) Montant total inscrit au budget

202 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet, le programme étant destiné à aider les entreprises existantes à travailler de manière plus efficace du point de vue de l'environnement.

45. Programme pour la science et la technologie (START) (Irlande du Nord)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager la recherche-développement stratégique et préconcurrentielle dans l'enseignement supérieur et l'industrie dans les secteurs présentant un intérêt pour la croissance industrielle.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord)

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les entreprises et universités d'Irlande du Nord, la priorité étant donnée à celles des secteurs de l'ingénierie du logiciel, des télécommunications, de l'électronique, de la biotechnologie, des nouveaux matériaux et de leur transformation et des méthodes de fabrication de pointe. Les bénéficiaires reçoivent jusqu'à 50 pour cent de la subvention pour des projets exécutés en collaboration et jusqu'à 100 pour cent pour des travaux de recherche stratégique qui feront par la suite l'objet d'une large diffusion.

f) Montant total inscrit au budget

3,2 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, tous les versements au titre de ce programme sont destinés à la recherche de base, telle qu'elle a été définie.

46. Scottish Enterprise

a) Forme de l'aide

Conseils et assistance pratique.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Scottish Enterprise est un organisme du gouvernement central fondé pour favoriser le développement de l'économie écossaise, valoriser les compétences, encourager l'installation de travailleurs indépendants, promouvoir l'efficacité industrielle et la compétitivité et améliorer l'environnement.

d) Montant total inscrit au budget

475 millions de livres sterling (1998/99).

e) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

f) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif étant de maintenir et de développer les possibilités d'emploi.

g) Fondement juridique du programme

Article 2 4) f) de la Loi de 1975 sur l'Agence écossaise de développement régional et la Loi de 1990 sur les entreprises et les villes nouvelles (Écosse).

h) Bénéficiaires de la subvention et mécanismes d'octroi

Dons, prêts, garanties, etc. versés aux entreprises.

47. Sector challenge

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Encourager les projets sectoriels afin d'accroître la compétitivité des secteurs d'affaires.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique; Loi de 1969 sur le développement du tourisme; Loi de 1982 sur le développement industriel; Loi de 1973 sur l'emploi et la formation; programme de développement de l'industrie alimentaire (1997).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les organismes intermédiaires de certains secteurs d'affaires qui, normalement, obtiendront au moins un financement de contrepartie de la part du secteur privé. Les dons sont versés au fur et à mesure des dépenses engagées au cours du projet.

f) Montant total inscrit au budget

120 millions de livres sterling, dont 35,1 millions sont alloués aux projets en phase 1.

g) Durée du programme

Quatre ans pour les projets en phase 1. L'avenir à long terme du programme est en train d'être déterminé dans le contexte de l'examen exhaustif des dépenses publiques.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme fournit un soutien direct limité à des organismes professionnels pour une grande variété de projets: amélioration des compétences des individus, transfert de technologie, amélioration de l'accès au financement ou développement de stratégies destinées à entrer sur le marché. L'objectif des projets est d'aider les petites et moyennes entreprises dans les secteurs pertinents. En conséquence, les effets sur le commerce seront probablement minimes.

48. Fonds d'intervention en faveur de la construction navale

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour objet de permettre aux chantiers de construction navale britanniques d'obtenir des contrats face à leurs concurrents internationaux afin de préserver des emplois.

d) Fondement juridique du programme

Septième Directive de la Communauté européenne concernant les aides à la construction navale et Loi de 1982 sur le développement industriel, articles 7 et 8.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

La subvention, qui prend la forme de dons, est versée directement aux chantiers navals, par tranches proportionnelles aux versements de l'acheteur, à chaque nouvelle étape de la construction.

La construction d'un navire prend un an en moyenne. Il est prévu une retenue de 10 pour cent tant que les coûts de construction définitifs ne sont pas connus.

f) Montant total inscrit au budget

4,3 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme en cours jusqu'au 31 décembre 1998.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le programme a pour objet de maintenir des emplois au Royaume-Uni.

49. Budget unique pour la régénération

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le budget unique pour la régénération n'est pas une aide sectorielle; il permet de mener une politique de régénération s'appuyant sur les atouts passés et a pour objectif de renforcer les initiatives proposées par des partenaires locaux, d'être attentif aux besoins locaux et aux priorités locales et d'attirer des investissements privés et publics.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1996 sur les subventions au logement, la construction et la régénération.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

La subvention accordée au titre du budget unique pour la régénération vise à soutenir un large éventail d'activités, dont le financement du développement du tissu industriel au moyen d'aides et de prêts aux petites entreprises nouvelles ou existantes, de services d'expertise, de conseil et de formation, de la fourniture d'équipements pour les entreprises et de services communs de commercialisation ou de la fourniture de locaux aménagés.

f) Montant total inscrit au budget

1 115 600 000 livres sterling pour l'ensemble du budget unique pour la régénération en 1998/99, dont 50 000 000 livres sterling pourraient servir à soutenir des entreprises.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif étant de remédier à la pénurie d'emplois due à des facteurs extérieurs.

50. Programme de garantie des prêts en faveur des petites entreprises

a) Forme de l'aide

Garantie.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Aider à combler les lacunes qui font que les petites entreprises du marché ayant des projets commerciaux viables ne peuvent obtenir des fonds faute de garanties.

d) Fondement juridique du programme

Article 8 de la Loi de 1982 sur le développement industriel.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Dix-neuf prêteurs autorisés à offrir des prêts au titre du programme. Des garanties de 70 pour cent ou de 85 pour cent sont fournies aux prêteurs pour des prêts admis octroyés à des petites entreprises remplissant les conditions requises.

f) Montant total inscrit au budget

41,339 millions de livres sterling, net.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Le dernier rapport d'évaluation (1992) a montré que pour chaque livre sterling prêtée au titre du programme, il se produit, après deux ans, un accroissement de 4 livres sterling du chiffre d'affaires et un accroissement de 0,7 livre sterling des bénéfices. Les modifications apportées en 1993 et 1996 aux conditions devant être satisfaites pour bénéficier du programme ont exclu certaines activités commerciales pour lesquelles on avait constaté un taux de délocalisation élevé.

51. SMART (anciennement Distinction accordée aux petites entreprises en faveur de la recherche et de la technologie)

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Les programmes Smart, SMART: SCOTLAND (en Écosse) et SMART (au pays de Galles) ont pour objet d'aider les petites et moyennes entreprises (uniquement les petites entreprises en Écosse et au pays de Galles, où les moyennes entreprises reçoivent une aide au travers d'autres programmes) à améliorer leur compétitivité par le développement de nouveaux produits et procédés hautement novateurs pouvant profiter à l'économie nationale, et à stimuler la création de nouvelles entreprises fondées sur la technologie qui soient viables et durables. De plus, en Écosse, le programme a pour objet de promouvoir et de faciliter la commercialisation du savoir scientifique écossais au sein des milieux universitaires.

Note: Au pays de Galles, le programme SMART fait partie de l'initiative SMART WALES qui comprend deux programmes complémentaires, SPUR et RIN.

d) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

En Angleterre et en Irlande du Nord:

Les entreprises d'un effectif inférieur à 50 personnes et les particuliers peuvent demander à bénéficier de la subvention jusqu'à concurrence de 45 000 livres sterling pour des études de faisabilité en matière de technologie novatrice. Les entreprises d'un effectif allant jusqu'à 250 personnes peuvent demander à bénéficier de la subvention jusqu'à concurrence de 200 000 écus (y compris les dons déjà reçus pour des études de faisabilité), afin de mettre au point des prototypes de nouveaux produits et procédés représentant une avancée technologique importante.

En Écosse:

Les entreprises d'un effectif inférieur à 50 personnes peuvent recevoir jusqu'à 45 000 livres sterling pour le lancement de projets en matière de technologie novatrice et prometteurs quant à leurs applications commerciales, puis 88 391 livres sterling (aux taux de 1998) pour la phase de développement, le total s'élevant ainsi à 200 000 écus.

Au pays de Galles:

Les entreprises d'un effectif inférieur à 50 personnes et les particuliers ayant l'intention de créer une entreprise peuvent recevoir, si on leur décerne un prix, jusqu'à 45 000 livres sterling pour une étude de faisabilité technique et commerciale, puis 60 000 livres sterling pour la mise au point d'un prototype.

e) Montant total inscrit au budget

Angleterre et Irlande du Nord:	1997/98	16,4 millions de livres sterling
	1998/99	Montant non encore fixé
Écosse:	1997/98	1,1 million de livres sterling
	1998/99	1,7 million de livres sterling
Pays de Galles:	1997/98	1,0 million de livres sterling
	1998/99	1,1 million de livres sterling

f) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

g) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes, l'objectif du programme étant de stimuler la recherche dans les petites et moyennes entreprises.

h) Fondement juridique du programme

Loi de 1965 sur la science et la technique.

52. Programme spécial de soutien en faveur de la paix et de la réconciliation en Irlande du Nord

a) Forme de l'aide

Système de bonification d'intérêts.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Ce programme a pour objet de créer un climat favorable à l'investissement, qui contribuera à la croissance de l'économie et de l'emploi, notamment dans les zones les plus déshéritées, et qui facilitera donc la réconciliation en Irlande du Nord.

d) Fondement juridique du programme

Article 7 du Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord) et article 11 du Décret de 1992 sur le tourisme (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Subvention consistant en un allègement des intérêts de 4 pour cent pendant cinq ans maximum pour les prêts approuvés en faveur des petites et moyennes entreprises.

f) Montant total inscrit au budget

23 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Du 1^{er} avril 1996 au 31 mars 1997, avec le versement d'une subvention pour les prêts remplissant les conditions requises pendant une période de cinq ans.

h) Évaluation des effets sur le commerce

L'octroi d'une subvention de 23 millions de livres sterling a suscité des prêts de la BEI d'une valeur de 164 millions de livres sterling et un investissement total supérieur à 400 millions de livres sterling.

53. Programme du Royaume-Uni en faveur de la recherche-développement dans les charbonnages

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a été mis en place pour encourager la recherche et le développement en faveur d'une utilisation du charbon qui soit plus économique et plus respectueuse de l'environnement.

d) Fondement juridique du programme

Loi sur la science et la technique de 1965 (Science and Technology Act).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les organisations travaillant sur une utilisation des combustibles solides respectueuses de l'environnement et les projets menés conjointement par des entreprises et des organisations de recherche peuvent recevoir une subvention à hauteur de 50 pour cent des coûts de recherche (ou plus, dans les cas où le système d'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de la recherche et du développement s'applique).

f) Montant total inscrit au budget

3,2 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, le programme ayant pour objet de promouvoir le développement de sources d'énergie respectueuses de l'environnement par opposition aux sources d'énergie classiques.

54. Programme du Royaume-Uni pour les énergies nouvelles et renouvelables

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a été mis au point pour promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des énergies renouvelables, avec pour objectif d'obtenir, dans un souci de protection de l'environnement, des sources d'énergie compatibles, rentables et réalistes et d'encourager leur utilisation effective.

d) Fondement juridique du programme

Loi sur la science et la technique de 1965 (Science and Technology Act).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les chercheurs et les fabricants d'équipements liés aux énergies alternatives bénéficient d'une subvention de 25 à 50 pour cent des coûts, ce pourcentage pouvant être plus élevé pour les projets de recherche fondamentale, comme prévu dans le système d'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de la recherche et du développement.

f) Montant total inscrit au budget

11,1 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif du programme étant de porter les sources d'énergie nouvelles au même niveau que les sources d'énergie classiques.

55. Programme de subventions en faveur du développement urbain

a) Forme de l'aide

Projets de propriétaires occupants – nouvelle construction (30 pour cent des coûts admis) et remise en état (50 pour cent des coûts admis). Projets spéculatifs – déficit identifié par une évaluation de l'investissement, jusqu'à concurrence de 30 pour cent des coûts de développement totaux, et jusqu'à concurrence de 50 pour cent dans le cadre du programme Making Belfast Work.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998 et 1998-1999.

c) Objectif général

Régénération économique et physique des zones situées à l'intérieur des villes par la stimulation de l'entreprise privée et de l'investissement.

d) Fondement juridique du programme

Décret de 1986 sur les besoins sociaux (Irlande du Nord).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les propriétaires occupants et les promoteurs immobiliers, sous la forme de dons.

f) Montant total inscrit au budget

3 750 000 livres sterling pour 1998/99.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun effet.

56. Utilisation de ressources discrétionnaires par les Conseils de la formation et des entreprises (TEC) au pays de Galles

a) Forme de l'aide

Dons/prêts directs.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Programme régional. Les Conseils de la formation et des entreprises utilisent leurs ressources discrétionnaires afin de fournir une formation et de soutenir des objectifs locaux. Ces objectifs sont axés sur la promotion et la diversification de l'activité économique dans les zones du pays de Galles ayant enregistré pendant plusieurs années des niveaux élevés de chômage structurel et de dénuement social en raison du déclin des industries traditionnelles d'exploitation du charbon, de production d'acier et d'agriculture de montagne. L'aide est fournie à la fois aux entreprises galloises et aux investisseurs de l'étranger, souvent conjointement avec d'autres formes d'aide en provenance d'autres organismes. Cette aide est, bien entendu, assujettie aux limites fixées par le gouvernement en matière de dépenses et au plafond décidé par la Communauté européenne en matière d'aide régionale. Dans ce contexte, les Conseils de la formation et des entreprises sont spécialisés dans le soutien à la formation ou dans les programmes de recyclage professionnel, en particulier là où cela contribue à réduire le chômage.

d) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

L'utilisation des ressources discrétionnaires des Conseils de la formation et des entreprises est à déterminer par chacun d'entre eux, sous réserve des assurances de qualité fournies par le Bureau gallois sur une base régionale, selon les termes de l'accord annuel de fonctionnement.

e) Montant total inscrit au budget

7 288 540 livres sterling (1997/98).

f) Durée du programme

L'utilisation des ressources discrétionnaires par le Conseil de la formation et des entreprises est déterminée chaque année par les plans d'exploitation de ce dernier, lesquels sont approuvés par le Bureau gallois. Aucune durée précise n'est fixée.

g) Fondement juridique du programme

Article 2 de la Loi de 1973 sur l'emploi et la formation et articles 11 et 12 de la Loi de 1982 sur le développement industriel.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

57. Services de conseils aux entreprises de l'Agence galloise de développement régional

a) Forme de l'aide

Programmes destinés à soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises galloises. Il n'y a pas de dons directs.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Aider les petites et moyennes entreprises galloises par la mise en place de conditions propices à la suppression des obstacles à leur croissance.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1975 sur l'Agence galloise de développement régional.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Programmes destinés à soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises galloises. Il n'y a pas de dons directs.

f) Montant total inscrit au budget

4 727 000 livres sterling.

g) Durée du programme

Programme en cours et assujetti à un examen annuel.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Emplois nouveaux et sauvegardés	1 045
Volume des activités commerciales nouvelles	42 200 000 livres sterling

58. Programme de prises de participation de l'Agence galloise de développement régional

a) Forme de l'aide

Investissement par prise de participation.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a pour objet de financer des investissements utiles au développement et aux entreprises en aidant des entreprises nouvellement implantées ou qui s'agrandissent au pays de Galles, région où le secteur privé manque de financements.

d) Fondement juridique du programme

Loi sur l'Agence galloise de développement régional de 1975 (Welsh Development Agency Act).

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Tous les secteurs manufacturiers et de services (à l'exception des médias, de l'agriculture, de l'horticulture et des entreprises qui répondent à un besoin purement local) peuvent demander à bénéficier du programme. L'Agence galloise de développement régional applique les mêmes principes qu'un investisseur commercial et étudie de façon détaillée dans quelle mesure l'investissement proposé répond à un besoin et quelles seraient les conséquences en l'absence de cet investissement. L'investissement maximal est de 30 pour cent des actions avec droit de vote, la participation étant déterminée en fonction des perspectives et des objectifs de la société. Cette participation oscille généralement entre 5 000 et 500 000 livres. L'agence tient également compte des avantages que l'investissement offrirait pour le développement ou la régénération de l'économie du pays de Galles.

f) Montant total inscrit au budget

70 000 livres sterling (prêt).

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif du programme étant d'aligner l'économie d'une région en crise sur celle du reste du Royaume-Uni.

59. Aide de l'Agence galloise de développement régional à la promotion immobilière

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Le programme a été conçu pour encourager le secteur privé à investir davantage dans la promotion de locaux à usage industriel ou commercial au pays de Galles, à l'exception de la zone couverte par le Conseil de développement pour le pays de Galles rural.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1975 sur l'Agence galloise de développement régional.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les sociétés de promotion privées peuvent obtenir une subvention, dont le montant correspond au minimum nécessaire pour engager le projet. Ce montant est fonction de l'écart entre le coût de la construction et la valeur finale. Il couvre au maximum 30 pour cent des coûts du projet.

f) Montant total inscrit au budget

4,7 millions de livres sterling.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif du programme étant d'attirer dans une région défavorisée des investissements privés destinés initialement à d'autres régions.

60. Aides aux loyers proposées par l'Agence galloise de développement régional

a) Forme de l'aide

Réduction ou gratuité des loyers pour des périodes pouvant aller jusqu'à quatre ans.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

L'objectif du programme est l'utilisation de locaux industriels qui se sont avérés difficiles à louer aux conditions du marché dans tout le pays de Galles, à l'exception de la zone couverte par le Conseil de développement pour le pays de Galles rural.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1975 sur l'Agence galloise de développement régional.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le manque à gagner est récupéré ultérieurement par l'imposition de loyers plus élevés. Le mécanisme de compensation est déclenché s'il est mis fin au bail dans les sept ans.

f) Montant total inscrit au budget

37 500 livres sterling (réduction).

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, le programme ayant pour objet d'attirer des entreprises viables déjà constituées et l'intégralité de la somme investie étant récupérée.

61. Fonds de l'Agence galloise de développement régional en faveur de la technologie

a) Forme de l'aide

Octroi de financements aux entreprises.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Il s'agit essentiellement d'un fonds de capitaux de démarrage pour la mise en valeur d'idées et de produits novateurs reposant sur des avancées technologiques.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1975 sur l'Agence galloise de développement régional.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Les entreprises implantées au pays de Galles reçoivent jusqu'à 150 000 livres sterling ou, si cela représente une somme moins élevée, 50 pour cent des coûts d'un projet, pour le développement d'idées et de produits novateurs reposant sur des avancées technologiques. Le Fonds apporte son soutien sous la forme d'un prêt garanti par des droits de propriété intellectuelle. Il cherche à obtenir,

sur ses investissements, une rentabilité commerciale au travers de charges d'intérêts, de redevances sur les ventes et/ou de bons de souscription d'actions. Un aspect-clé du mécanisme d'investissement est que le calendrier des remboursements du capital, des intérêts, des redevances et du rendement des capitaux correspondent à la capacité de paiement de la société dépendante.

f) Montant total inscrit au budget

100 000 livres sterling (prêt).

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Aucun, l'objectif du programme étant de tirer parti des progrès techniques au pays de Galles.

**NOTIFICATION DES SUBVENTIONS EN FAVEUR DU SECTEUR
DE LA PÊCHE EN 1997/98**

1. Dons pour l'acquisition de navires de pêche en eau douce et de moteurs (Irlande du Nord)

a) Titre de la subvention

Dons pour l'acquisition de navires de pêche en eau douce et de moteurs (Irlande du Nord).

b) Forme de la subvention

Dons.

c) Montant de la subvention

Don de 25 pour cent des dépenses approuvées engagées pour la fourniture de navires de pêche en eau douce d'une longueur totale inférieure à 7,924 mètres (26 pieds) ou pour la fourniture d'un nouveau moteur destiné à ces navires.

Coût total pour l'exercice budgétaire: 10,663 millions de livres sterling en 1997/98

d) Objet de la subvention

Encourager la modernisation de la flotte de pêche en eau douce et soutenir l'industrie de la construction navale locale.

e) Durée de la subvention

Subvention de durée indéterminée.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

2. Dons en faveur de la pisciculture (Irlande du Nord)

a) Titre de la subvention

Dons en faveur de la pisciculture (Irlande du Nord).

b) Forme de la subvention

Dons.

c) Montant de la subvention

Don de 30 pour cent des coûts approuvés correspondant aux travaux et aux infrastructures destinés à la pisciculture.

Coût total pour l'exercice budgétaire: 255 000 livres sterling en 1997/98

d) Objet de la subvention

Encourager l'établissement de fermes piscicoles et d'écloseries destinés à la production de poisson pour la consommation courante. Ce programme soutient l'industrie de l'élevage du saumon et de la truite et encourage le développement de la mariculture (huîtres et moules).

e) Durée de la subvention

Subvention de durée indéterminée.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

3. Aide en faveur des pisciculteurs et des entreprises de transformation du poisson des Highlands et des îles

a) Titre de la subvention

Aide en faveur des pisciculteurs et des entreprises de transformation du poisson des Highlands et des îles.

b) Forme de la subvention

Dons et prêts au titre de l'article 8 de la Loi de 1990 sur les entreprises et les villes nouvelles (Écosse).

c) Montant de la subvention

1997/98: 4,3 millions de livres sterling

Montant variable en fonction de la viabilité du projet. Les projets dont les coûts s'élèvent à 60 000 livres sterling au plus peuvent bénéficier d'une aide sous la forme de dons jusqu'à concurrence de 50 pour cent et les projets plus conséquents de dons jusqu'à concurrence de 20 pour cent. Les bâtiments peuvent bénéficier d'une aide sous forme de dons jusqu'à concurrence de 35 pour cent. Des prêts à taux d'intérêt de faveur variables peuvent être octroyés seuls ou couplés à des dons, en général jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts totaux du projet. Pour les petits projets implantés dans les zones fragiles et dans des circonstances exceptionnelles, l'aide peut être octroyée jusqu'à concurrence de 70 pour cent des coûts totaux du projet.

d) Objet de la subvention

Sauvegarder et développer l'emploi et les revenus dans les zones fragiles.

e) Durée de la subvention

Subvention de durée indéterminée.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

4. Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands: Prêts pour la transformation du poisson et la pisciculture

a) Titre de la subvention

Programme en faveur des perspectives d'investissement dans les Highlands: Prêts pour la transformation du poisson et la pisciculture.

b) Forme de la subvention

Prêts à taux d'intérêt discrétionnaires réduits, couplés à un service de conseil technique et commercial gratuit.

c) Montant de la subvention

Les taux d'intérêt sont fixés au cas par cas, généralement à un minimum de 7,5 pour cent et à pas plus de 2 pour cent en dessous des taux d'intérêt commerciaux habituels en vigueur sur le marché libre. Les prêts oscillent entre 31 000 livres sterling et 250 000 livres sterling au maximum par investissement et sont remboursables sur une période allant de trois à sept ans. Les investissements du secteur public ne dépassent pas 50 pour cent de la valeur totale de l'investissement.

Coût total pour l'exercice budgétaire:

Le montant annuel prévu pour l'octroi de prêts est limité à 500 000 livres sterling par an. Aucune aide n'a été fournie en 1997/98 et aucun projet n'a été présenté pour 1998/99.

d) Objet de la subvention

Soutenir les activités commerciales des petites et moyennes entreprises telles que les entreprises de transformation du poisson et les fermes piscicoles dont la capacité financière est limitée, afin d'accroître les possibilités de développement régional durable et la création d'emplois connexes, en particulier dans les zones périphériques.

e) Durée de la subvention

Subvention de durée indéterminée, sous réserve de la disponibilité des fonds.

f) Effets sur le commerce

Aucun effet.

5. Programme en faveur du groupement d'entreprises des Highlands "Highland Opportunity Limited": Prêts pour les navires de pêche, la transformation du poisson et la pisciculture

a) Titre de la subvention

Programme en faveur du groupement d'entreprises des Highlands "Highland Opportunity Limited": Prêts pour les navires de pêche, la transformation du poisson et la pisciculture.

b) Forme de la subvention

Prêts à taux d'intérêt discrétionnaires réduits, couplés à un service de conseil technique et commercial gratuit.

c) Montant de la subvention

Habituellement, le taux d'intérêt se situe à 5 pour cent par an ou à environ 2 pour cent par an en dessous des taux d'intérêt commerciaux habituels. Pour les jeunes gens âgés de 18 à 25 ans, le taux est normalement de 4 pour cent par an ou d'environ 4 pour cent par an en dessous des taux d'intérêt commerciaux habituels. Sauf en certaines circonstances, les prêts ne sont généralement pas garantis. Les montants oscillent entre 1 000 et 30 000 livres sterling et sont normalement remboursables en trois à sept ans.

Coût total par exercice budgétaire:

Le montant annuel prévu pour l'octroi de prêts est de 50 000 livres sterling pour les navires de pêche, 25 000 livres sterling pour la transformation du poisson et 5 000 livres sterling pour la pisciculture (pour un total de 80 000 livres sterling par an). L'équivalent-subvention est estimé à quelque 2 000 livres sterling par an.

1995/96: montant provisoire de 25 000 livres sterling (deux prêts à faible taux d'intérêt)

1996/97: 24 525 livres sterling (quatre prêts à faible taux d'intérêt)

1997/98: montant provisoire de 36 800 livres sterling (trois prêts à faible taux d'intérêt)

1998/99: montant estimé à 60 000 livres sterling (dix prêts à faible taux d'intérêt)

d) Objet de la subvention

Soutenir les activités commerciales des petites et moyennes entreprises telles que les navires de pêche, les entreprises de transformation du poisson et les fermes piscicoles, dont la capacité financière est limitée, et partant, accroître les possibilités de développement régional durable et les possibilités d'emploi y relatives, en particulier dans les zones périphériques.

e) Durée de la subvention

Subvention de durée indéterminée, assujettie aux fonds disponibles et aux examens annuels.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

6. Aide en faveur des pêcheurs des Highlands et des îles

a) Titre de la subvention

Aide en faveur des pêcheurs des Highlands et des îles.

b) Forme de la subvention

Dons et prêts au titre de l'article 8 de la Loi de 1990 sur les entreprises et les villes nouvelles (Écosse).

c) Montant de la subvention

Variable en fonction de la viabilité des projets classés dans les catégories suivantes:

Navires neufs d'une longueur supérieure à 12 mètres

Dons jusqu'à concurrence de 20 pour cent lorsque l'aide de la Commission chargée de l'industrie de la pêche en mer (SFIA) n'est pas disponible. Dans les autres cas, prêts à taux d'intérêt de faveur variables jusqu'à concurrence de 500 000 livres sterling (notre limite discrétionnaire maximum). Aucun navire ne bénéficiera d'une aide s'il n'a pas regroupé les licences qu'il possède déjà pour la pêche d'espèces de poissons surexploitées.

Navires neufs d'une longueur inférieure à 12 mètres

Dons et prêts fondés sur une contribution privée minimum de 30 pour cent fournie par celui qui présente la demande. Le niveau du don est de 20 pour cent, le prêt représentant la somme restante sur une période pouvant aller jusqu'à 15 ans, à des taux d'intérêt de faveur.

Navires d'occasion

Prêts à des conditions de faveur jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts, le plafond étant fixé à 500 000 livres sterling. Prêts normalement remboursables en dix ans. L'ensemble de l'aide relative aux navires d'occasion est assujettie à la condition que ce navire ne doit pas, en principe, être âgé de plus de dix ans.

Infrastructure portuaire

Aide sous forme de don jusqu'à concurrence de 30 pour cent, accordée aux embarcadères, ports et poissonneries de petite taille.

d) Objet de la subvention

Sauvegarder et accroître les emplois et les revenus dans les zones fragiles.

e) Durée de la subvention

Subvention de durée indéterminée.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

7. Amélioration des conditions de sécurité sur les navires de pêche

a) Titre de la subvention

Amélioration des conditions de sécurité sur les navires de pêche.

b) Forme de la subvention

Dons.

c) Montant de la subvention

Navires de 12 à 33 mètres de longueur	30 pour cent
Navires de plus de 33 mètres de longueur	10 pour cent

Coût total pour l'exercice budgétaire:

1993/94:	1 713 778 livres sterling
1994/95:	2 245 317 livres sterling
1995/96:	2 297 136 livres sterling
1996/97:	791 007 livres sterling
1997/98:	395 853 livres sterling

Sur les dépenses ci-dessus, 52 488,79 livres sterling ont été versées pour un navire neuf au titre des programmes de subventions de 1987 relatifs aux navires de pêche. La somme restante devait être versée au titre des programmes de subventions de 1993 et 1995 relatifs à l'amélioration des conditions de sécurité sur les navires de pêche.

d) Objet de la subvention

Permettre aux bénéficiaires de mettre en place les améliorations essentielles des conditions de sécurité afin d'obtenir le Certificat de sécurité du Département des transports.

e) Durée de la subvention

Du 1^{er} janvier 1992 au 31 décembre 1999.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

8. **Programme en faveur de l'Organisation des producteurs de produits de la pêche (dons pour la formation)**

a) Titre de la subvention

Programme en faveur de l'Organisation des producteurs de produits de la pêche (dons pour la formation).

b) Forme de la subvention

Don (recouvrable à 50 pour cent du FEOGA).

c) Montant de la subvention

Le montant annuel de l'aide accordée ne peut pas dépasser 3 pour cent, 2 pour cent et 1 pour cent, respectivement, de la valeur de la production commercialisée de l'Organisation sur une période antérieure de trois ans, ou 60 pour cent, 40 pour cent et 20 pour cent de ses dépenses administratives engagées respectivement au cours de la première, deuxième et troisième année.

Coût total pour l'exercice budgétaire: 49,740 millions de livres sterling en 1997/98

d) Objet de la subvention

Encourager le développement, au Royaume-Uni, d'organisations de producteurs de produits de la pêche reconnues et faciliter leur fonctionnement pendant les premières années.

e) Durée de la subvention

Les trois premières années après que l'Organisation a été reconnue.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

9. Suppression des droits d'accise concernant le carburant utilisé au cours des traversées maritimes commerciales

a) Titre de la subvention

Suppression des droits d'accise concernant le carburant utilisé au cours des traversées maritimes commerciales.

b) Forme de la subvention

Le carburant lourd peut être expédié en franchise de droits directement depuis l'entrepôt jusqu'au navire agréé, ou le remboursement du droit d'accise peut être demandé pour tout le carburant utilisé à bord du navire agréé.

c) Montant de la subvention

Les taux de droits en pence par litre sont les suivants:

gazoil	2,58
mazout lourd	2,00
essence au plomb	45,10
essence sans plomb	40,28

d) Objet de la subvention

Mise en œuvre de la Directive de la Communauté européenne n° 92/81/CE.

e) Durée de la subvention

Assujettie à l'examen de la Communauté européenne.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

10. Programme d'aide en faveur du secteur de la pêche dans les zones de développement économique des Borders

a) Titre de la subvention

Programme d'aide en faveur du secteur de la pêche dans les zones de développement économique des Borders.

b) Forme de la subvention

Dons et prêts.

c) Montant de la subvention

Les niveaux de don/prêt seront variables et se situeront entre les niveaux minimum et maximum autorisés par l'IFOP (voir la partie consacrée aux fonds structurels de la CE).

Coût total pour l'exercice budgétaire: jusqu'à 40 000 livres sterling

d) Objet de la subvention

Ce programme a pour objet de financer des projets de type IFOP/PESCA (voir la partie consacrée aux fonds de la CE) et de fournir éventuellement le niveau requis de financement de contrepartie de l'État membre pour permettre à de tels projets d'être examinés en vue de recevoir une aide appropriée de la Communauté. L'aide est disponible dans les cas suivants:

- les programmes visant à améliorer la qualité de tous les aspects de l'industrie de la pêche, y compris la manutention, le tri, la vente et la transformation du poisson;
- la recherche de nouveaux marchés pour les produits de la pêche, l'industrie de transformation du poisson et les services fournis par les secteurs d'activité connexes;
- les études sur les possibilités qui existent en ce qui concerne la pêche de nouvelles espèces; les études sur l'accroissement potentiel de la production de crustacés et de coquillages; les études sur les perspectives d'avenir de l'industrie de la pêche, etc.;
- les programmes de soutien pour la promotion du commerce, la commercialisation, les expositions et les manifestations, etc.;
- les initiatives de formation visant à maintenir l'offre de main-d'œuvre et à accroître les possibilités d'emploi au sein de l'industrie de la pêche dans le cadre d'un programme de formation et de sensibilisation dans les entreprises;
- les projets visant à faciliter l'accès des entreprises au marché financier à des fins d'investissement;
- les projets d'infrastructure de petite échelle visant à soutenir le secteur de la pêche.

e) Durée de la subvention

À partir de la date approuvée jusqu'au 31 décembre 1999.

f) Effets sur le commerce

Les effets sont minimes.

**CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
– ASSISTANCE FINANCIÈRE CIBLÉE**

- a) Forme de l'aide
Don, prêts, actions.
- b) Période sur laquelle porte la notification
1997-1998.
- c) Objectif général
Contribuer au développement économique de l'Irlande du Nord.
- d) Fondement juridique du programme
Décret de 1982 sur le développement industriel (Irlande du Nord).
- e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi
Les entreprises du secteur manufacturier et du secteur des services marchands.
- f) Montant total inscrit au budget
99 047 374 livres sterling.
- g) Durée du programme
Programme de durée indéterminée.
- h) Évaluation des effets sur le commerce
Ce programme est conçu pour aider les zones ayant des difficultés particulières à concurrencer sur un pied d'égalité les régions plus avantagées.

**PROGRAMME DE SUBVENTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT
DU PAYS DE GALLES CENTRAL**

a) Forme de l'aide

Don.

b) Période sur laquelle porte la notification

1997-1998.

c) Objectif général

Développer l'emploi dans le comté de Powys et dans une partie des comtés de Ceredigion et de Gwynedd, dans le secteur manufacturier et dans certains projets du secteur des services.

d) Fondement juridique du programme

Loi de 1989 sur les administrations locales et le logement.

e) Bénéficiaires de la subvention et mécanisme d'octroi

Le programme s'adresse aux entreprises manufacturières du secteur privé et à d'autres projets nécessitant l'acquisition d'actifs immobilisés dans la zone en question et créant ou préservant des emplois. La subvention est versée par tranches, en fonction de l'achèvement ou de la progression des dépenses en capital et de la création ou de la préservation d'emplois, l'intervalle entre ces tranches étant de 12 mois.

f) Montant total inscrit au budget

Versements de 1,6 million de livres sterling en 1997/98.

g) Durée du programme

Programme de durée indéterminée.

h) Évaluation des effets sur le commerce

Les effets sont minimes, le programme ayant pour objet de développer les entreprises dans une zone éloignée des marchés principaux, où la main-d'œuvre est limitée et les entreprises relativement peu nombreuses.
